



**GRENOBLE
ECOLE DE
MANAGEMENT**

BUSINESS LAB FOR SOCIETY



**ACCORD CADRE COMPOSITE
DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

Appel d'offres ouvert

Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

MARCHE N°25GEM0048

**PRESTATIONS DE SERVICES POUR LA REFONTE, LA
MAINTENANCE ET L'HEBERGEMENT DU SITE INTERNET
DE L'EESC GRENOBLE ECOLE DE MANAGEMENT**

POUVOIR ADJUDICATEUR

**ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONSULAIRE
GRENOBLE ECOLE DE MANAGEMENT**

12 RUE PIERRE SEMARD, 38000 GRENOBLE

Profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

SOMMAIRE

1- DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	3
1.1 - Préambule.....	3
1.2 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type de contrat.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - PIECES CONTRACTUELLES DU CONTRAT.....	5
3 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	5
4 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	5
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	5
4.2 - Obligations du titulaire	6
4.3 - Obligations de l'acheteur.....	8
5 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	9
5.1 - Durée du contrat	9
5.2 - Justification de la durée du contrat.....	9
5.3 - Délais d'exécution	9
5.4 - Planning projet indicatif	9
6 - PRIX	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
6.2 - Modalités de variation des prix.....	10
7 - GARANTIES FINANCIERES	10
8 - AVANCE	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
8.2 - Garanties financières de l'avance	11
9 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement	11
9.3 - Délai global de paiement.....	12
9.4 - Paiement des cotraitants.....	12
9.5 - Paiement des sous-traitants	13
10 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
11 - DEVELOPPEMENT DURABLE	14
12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	15
12.1 - Vérifications	15
12.2 - Mise en Ordre de Marche.....	15
12.3 - Vérification d'Aptitude	15
12.4 - Vérification de Service Régulier	15
12.5 - Décision après vérification	15
13 - GARANTIE DES PRESTATIONS.....	15
14 - MAINTENANCE	16
15 - REVERSIBILITE	16
16 - DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	16
17 - PENALITES.....	16
17.1 - Pénalités de retard	16
17.2 - Pénalités d'indisponibilité du site en période de garantie ou de maintenance ...	16
17.3 - Pénalité pour travail dissimulé	16
18 - ASSURANCES	17
19 - CLAUSE DE REEXAMEN	17
20 - RESILIATION DU CONTRAT	17
20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	17
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
21 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	18
22 - DEROGATIONS AU C.C.A.G.- T.I.C.....	18

1- DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1.1 - Préambule

L'EESC GEM et sa direction Marque, Digital et Communication lance un ambitieux projet de refonte intégrale de son site internet (et de ses écosystèmes associés) pour en faire une vitrine différenciante de son offre globale qui sera emblématique d'un point de vue :

- . Innovation,
- . Performance commerciale,
- . Expérience utilisateurs.

Ce projet s'inscrit dans une refonte stratégique de notre dispositif numérique, avec pour objectif de renforcer notre performance marketing et commerciale.

Grenoble Ecole de Management dispose actuellement d'un site web récent, mais celui-ci ne répond pas pleinement à ses objectifs en matière de performance marketing, de pilotage des actions digitales et d'évolutivité fonctionnelles et techniques. De nouvelles maquettes UX/UI ont été conçues pour répondre aux enjeux d'ergonomie et d'efficacité, et des APIs sont déjà en place pour interagir avec nos 2 CRM, nos outils de gestion de candidatures, un référentiel personne, la base de données ACADEM et l'authentification azure.

L'objectif est d'héberger, concevoir et de livrer un nouveau site web fondé sur un CMS robuste, évolutif et orienté business, permettant notamment :

- . Améliorer la **performance marketing, la captation de leads et la conversion**
- . Mettre en valeur l'identité graphique via les nouvelles maquettes fournies
- . Bénéficier d'un CMS robuste, accessible, sécurisé et évolutif qui permette une gestion de contenu efficace, accessible et autonome
- . Disposer d'un site techniquement optimisé (SEO, Analytics, vitesse de chargement des pages...) qui propose des fonctionnalités business ou de conversion poussées
- . **Être autonome dans la gestion de nos contenus et dans le paramétrage du CMS, sans forcément avoir recours à des développements**

Le prérequis est d'assurer l'interopérabilité avec les outils existants via nos APIs mises en place.

1.2 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

ACCORD CADRE COMPOSITE POUR LA REFONTE, LA MAINTENANCE ET L'HEBERGEMENT DU SITE INTERNET DE L'EESC GRENOBLE ECOLE DE MANAGEMENT

Cet accord-cadre « composite » fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il correspond pour partie à un marché ordinaire et pour partie à un accord-cadre à bons de commande.

- . La partie « **marché ordinaire** » concerne les prestations suivantes : **Prestations de refonte, référencement, hébergement du site internet, prestations de formation des référents et de maintenance préventive et corrective du site.**
- . La partie « **accord-cadre à bons de commande** » correspond à un accord-cadre avec maximum, passé en application du Code de la commande publique, qui fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Elle concerne les prestations suivantes : **Prestations de maintenance évolutive.**

Grenoble Ecole de Management dispose actuellement d'un site web récent, mais celui-ci ne répond pas pleinement à ses objectifs en matière de performance marketing, de pilotage des actions digitales et d'évolutivité fonctionnelles et techniques. De nouvelles maquettes graphiques ont été conçues pour répondre aux enjeux d'ergonomie et

d'efficacité, et des APIs sont déjà en place pour interagir avec notre CRM et nos outils de gestion de candidatures.

Le marché a pour objet :

- . La conception technique ;
- . L'hébergement ;
- . L'intégration partielle des contenus actuels ou en cours de réécriture ;
- . La tierce maintenance applicative.

Il comprend les prestations suivantes :

1. Choix et mise en place du CMS
2. Intégration graphique
3. Interopérabilité technique
4. Gestion des contenus
5. SEO et performance
6. Statistiques et pilotage
7. Maintenance et réversibilité
8. Hébergement
9. Accompagnement et méthode de travail

Le CCTP comporte le descriptif complet des prescriptions techniques attendues.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le contrat est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type de contrat

Le présent contrat est un accord-cadre « composite » comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « accord-cadre à bons de commande » correspond à un accord-cadre avec maximum, passé en application du Code de la commande publique, et qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

La valeur maximale estimée du besoin pour toute la durée du contrat, pour les deux parties confondues, est de 500 000,00 € HT.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU CONTRAT

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG- TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Le bordereau des prix unitaires (pour les lots rémunérés à prix unitaires) et la décomposition des prix forfaitaires (pour les lots rémunérés à prix forfaitaires)
 - Le cadre de réponse technique OBLIGATOIRE
 - Le cadre de réponse des attendus fonctionnels OBLIGATOIRE
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier de clauses de livraison continue numérique, approuvé par l'arrêté du 14 décembre 2021
- La charte des achats responsables GEM
- Les actes spéciaux de sous-traitance ou autres ainsi que les avenants postérieurs à la notification du marché.

3 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Par ailleurs, en cas de transfert de fichier entre les Parties, ces dernières conviennent de procéder à une transmission de données de manière sécurisée entre elles en respectant deux points :

- Chiffrer le fichier ou le protéger par un mot de passe fort
- Assurer la confidentialité des secrets (clé de chiffrement, mot de passe, etc.) en les communiquant par un canal distinct.

4 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

dpo@grenoble-em.com

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et au maximum 72 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Par courriel à l'adresse électronique dpo@grenoble-em.com avec pour objet « Notification de violation de données ».

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente en France, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : Les données à caractère personnel collectées dans le cadre du présent marché sont conservées pour la durée strictement nécessaire à la réalisation des prestations sauf disposition légale contraire. Le titulaire s'engage à restituer à l'acheteur les données de la prestation à la fin de celle-ci et à assurer la confidentialité, l'intégrité et la sécurité des données pendant toute la durée de leur conservation, ainsi qu'à mettre en œuvre les procédures de purge, d'anonymisation ou de destruction des données à l'issue des délais légaux ou contractuels. Aucune conservation ne pourra être prolongée sans autorisation écrite préalable de l'acheteur, sauf disposition légale contraire. Les modalités de restitution des données seront à déterminer par les parties.

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation de conformité

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. De plus, le titulaire s'engage à répondre à toute demande de réunions que l'acheteur jugera nécessaire pour rendre compte de la conformité des traitements mis en œuvre.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel" ou toute autre documentation nécessaire aux traitements mis en œuvre,
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 24 mois à compter de la date de sa notification, qui constitue le point de départ de son délai d'exécution.

Il peut être reconduit tacitement par périodes successives de 12 mois, dans la limite de 3 reconductions ; **la durée totale du marché ne pourra donc excéder 60 mois.**

Le pouvoir adjudicateur, s'il souhaite ne pas reconduire le marché, en informe le titulaire par écrit au moins 3 mois avant l'échéance de chaque période annuelle.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas le refuser. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du contrat court jusqu'au terme de la période en cours.

5.2 - Justification de la durée du contrat

Le dépassement de la durée maximale réglementaire de 48 mois est justifié par l'objet du marché et le fait que son exécution nécessite des investissements devant faire l'objet d'un amortissement sur une durée supérieure à 48 mois.

5.3 - Délais d'exécution

- **Pour la partie « marché ordinaire »**, l'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service, valant ordre de commencer les prestations. Par dérogation à l'article 13.1 du C.C.A.G.- T.I.C., les délais d'exécution des prestations de la partie « marché ordinaire » sont ceux indiqués dans le C.C.T.P., et le planning du titulaire dans le respect de la date de livraison souhaitée par le pouvoir adjudicateur. Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du C.C.A.G.- T.I.C.
- **Pour la partie « accord-cadre à bons de commande »**, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

5.4 - Planning projet indicatif

- ☞ **Lancement du projet : juillet 2025**
- ☞ **Phase d'intégration : Août - Septembre 2025**
- ☞ **Mise en production : Décembre 2025 ou janvier 2026**

6 - PRIX

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-T.I.C., les prix sont réputés complets ; ils comprennent notamment les frais de déplacement, toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Lorsque la réalisation de la prestation entraîne la concession de droits de propriété intellectuelle, **le prix des droits concédés est inclus dans le coût de la prestation.**

Les prix comprennent également les frais de déplacement (transports, hébergement, restauration).

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux cahiers des charges.

En cas de cotraitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Pour la partie « marché ordinaire », seules les prestations assurées concernant l'hébergement du site peuvent être révisées annuellement et **pour la partie « accord-cadre à bons de commande »**, les prix peuvent être également **révisés annuellement** par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 12.5\% + 87.5\% * (SYNTEC (n) / SYNTEC (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, Publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYNTEC : Coûts salariaux des prestations intellectuelles (informatique, ingénierie,...).

7 - GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

- pour la partie « marché ordinaire », lorsque le montant initial de cette partie est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois ;
- pour la partie « accord-cadre à bons de commande », pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à :

- 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la partie « marché ordinaire », si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.
- 5,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande » si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la partie « marché ordinaire », ou 65,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande ». Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance.

9 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

Pour la partie « marché ordinaire », des acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement des prestations, sur la base des factures établies par le titulaire et précisant l'état d'avancement des prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées (ou par acompte si le délai d'exécution du bon dépasse 3 mois). Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse de facturation devront parvenir en priorité par voie électronique à l'adresse suivante :

· comptabilitefournisseurs@grenoble-em.com.

A défaut, elles seront adressées en un seul exemplaire à l'adresse suivante :

- . EESC Grenoble Ecole de Management
Direction Financière
12, rue Pierre Sépard
38000 Grenoble

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Obligation de conseil et d'information du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du contrat.

Mise en œuvre des prestations exécutées pour la partie « marché ordinaire » :

Ces prestations seront mises en œuvre :

- . Par l'émission d'ordres de services (OS), datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les prestations seront exécutées sur la base du montant global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement, après établissement du planning annuel d'exécution produit par le titulaire.

Les OS seront transmis par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception par le titulaire, notamment :

- . Par le biais du profil acheteur,
- . Par le biais de l'adresse postale (courrier LRAR) ou électronique du titulaire mentionnées dans l'acte d'engagement.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un OS qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur dans le respect des dispositions des articles 3.7.2 et 3.8.2 du CCAG-TIC.

Le titulaire se conforme aux OS qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitance, les OS sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul la compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Délais d'exécution des prestations exécutées pour la partie «marché ordinaire » :

Conformément au rétroplanning prévisionnel du projet présenté dans le CCTP du marché, le projet sera développé selon les macros phases suivantes :

1. Élaboration d'un projet
2. Proposition graphique
3. Développement
4. Phases de test / retours
5. Finalisation
6. Livraison et ouverture du nouveau site

Ces étapes étant non exhaustives, il est laissé la possibilité au titulaire de présenter le phasage du projet de manière plus détaillée.

Chaque étape ou macro-phase sera présentée à GEM par le TITULAIRE, et fera l'objet d'un procès-verbal de livraison joint à l'appui de chaque facture.

Mise en œuvre des prestations exécutées pour la partie « accord-cadre à bons de commande » :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur dans les conditions suivantes :

La notification du marché et de ses avenants sera effectuée via le profil acheteur PLACE. En revanche, il n'est pas prévu de notifier les bons de commande via la PLACE.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée :

Conduite des prestations

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit affecter à l'exécution des prestations une équipe de personnes qui seront clairement identifiées dans le Cadre de réponse technique. Parmi elles, il devra nommer un référent à l'acte d'engagement.

Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution de l'accord-cadre

Dans les conditions de l'article 3.4 du C.C.A.G.- T.I.C., en cas d'empêchement de l'un des membres de l'équipe affectée à l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et à le remplacer, après accord du pouvoir adjudicateur, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent.

Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Les dispositions de l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-T.I.C. s'appliquent à cet accord-cadre.

Accès aux données :

Tout le long du contrat et sur demande, le pouvoir adjudicateur peut récupérer ses données sans surcoût. En cas de non-respect de cette restitution quel qu'en soit la raison, des amendes seront exigibles. L'offre doit inclure cette restitution des données ainsi que les notions de réversibilité, de façon globale et sans surcoût.

Le titulaire aura décrit dans son offre technique les modalités de reprise des bases de données existantes dans le cas du transfert des données d'une solution existante à la solution proposée par le titulaire.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation sur les solutions mises en œuvre, du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Présentation des livrables :

Les livrables demandés au CCTP et ceux produits par le titulaire lors de l'exécution des prestations sont adressés dans les conditions suivantes :

Par email ou le cas échéant via un espace en ligne partagé et sécurisé.

11 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Pour un site plus durable, respectueux de la sobriété numérique et plus en rapport avec les besoins des étudiants et partenaires, le site devra privilégier les solutions les plus sobres d'un point de vue environnemental.

Voir : <https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-ecoconception/>

12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

Elles se dérouleront selon les étapes décrites ci-dessous.

Les vérifications seront effectuées par la direction Marketing, communication et développement commercial.

12.2 - Mise en Ordre de Marche

Le titulaire dispose de 30 jours à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

12.3 - Vérification d'Aptitude

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 30 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG-TIC. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

12.4 - Vérification de Service Régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 30 jours.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

12.5 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

13 - GARANTIE DES PRESTATIONS

Les prestations feront l'objet **d'une garantie de 1 an** dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36 du CCAG-TIC.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à assurer les mises au point et/ou les réparations des éventuels défauts de fonctionnement, quelle que soit leur nature, rencontrés par le pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions ci-dessous.

Le coût de cette garantie est inclus dans le coût d'acquisition.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point et/ou une réparation dans le cadre de la période de garantie est indiquée au C.C.T.P.

Lorsque l'anomalie est constatée sur un logiciel dont le titulaire n'est pas l'éditeur, le titulaire met en œuvre les clauses de garantie prévues par l'éditeur du logiciel concerné qui sont préalablement portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur. La mise au point et/ou la réparation est effectuée gratuitement.

14 - MAINTENANCE

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 4 ans à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 39 du CCAG-TIC.

Selon conditions fixées au CCTP.

15 - REVERSIBILITE

Selon conditions fixées au CCTP.

16 - DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, les résultats réalisés dans le cadre du contrat font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

- . Cession des droits d'auteur sur l'ensemble des éléments du site web au profit de GEM (code source, design, textes, images, etc.) pour une durée permanente.
- . GEM bénéficie de l'ensemble des droits de reproduction, de représentation et de modification du site.

17 - PENALITES

17.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.- T.I.C., en cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire subira sans mise en demeure une pénalité de 200€ HT par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17.2 - Pénalités d'indisponibilité du site en période de garantie ou de maintenance

Toute ou partie de la solution logicielle est tenu pour indisponible lorsque l'usage en est rendu impossible, en raison d'un défaut de fonctionnement constaté. L'indisponibilité s'applique à la dernière version mise en œuvre.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur public la durée prévisible de l'indisponibilité.

Au-delà des délais d'intervention et de résolution prévus dans son offre, le titulaire, sauf cas de force majeure, subira sans mise en demeure une pénalité de 1 000 € HT par jour. Toute journée entamée sera due dans son intégralité.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

18 - ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

19 - CLAUSE DE REEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année résultant :

- Prolongation du terme du marché.
- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- Bascule souhaitable et justifiée sur une évolution majeure ou une technologie innovante qui, à fonctionnalités équivalentes ou supérieures
- Autres sujétions imprévues

L'acheteur détermine, par actualisation de l'annexe financière, les nouvelles conditions d'exécution dans le respect du budget imparti.

20 - RESILIATION DU CONTRAT

20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5

du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Lyon est compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

22 - DEROGATIONS AU C.C.A.G.- T.I.C.

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 46 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication